



L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC AUJOURD'HUI Vol. 13 No. 5 Août 2011



Visant une intégration plus profonde

POLITIQUE	3
INFRASTRUCTURE	4
COMMERCE	5
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	6
CHANGEMENT CLIMATIQUE	7
ÉNERGIE	8-10
RÉSUMÉ DES AFFAIRES	11
PARITE DES SEXES	12
ÉLECTIONS	13
PAIX ET SÉCURITÉ	14
ÉVÈNEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

LES DIRIGEANTS de l'Afrique Australe ont exprimés leur satisfaction à la façon dont la région est en mouvement vers une intégration socio-économique plus profonde, en prévision du lancement imminent d'un accord tripartite commercial impliquant deux autres communautés économiques régionales.

Une plus grande intégration régionale entre les États Membres de la SADC consolide également les gains provenant de la Zone de Libre-Échange (ZLE) établi il y a trois ans, en indiquant en même temps un pas positif vers le lancement ultime de l'Union Douanière de la SADC.

Se rencontrant à la 31^{ème} sommet de la SADC qui vient de se terminer en Angola les 17-18 Août, les dirigeants de l'Afrique australe ont remarqués que la région avait enregistré une amélioration dans les indicateurs de la performance macro-économiques comme la

croissance en moyenne réelle du Produit Intérieur Brut (PIB).

Selon la SADC, la croissance du PIB de la région "s'est levée à environ 4,9 pour cent [en 2010] contre environ 2,4 pour cent en 2009." Ceci représente une augmentation double.

"Les Investissements ont amélioré, passant de 22 pour cent du PIB en 2009 à 24,9 du PIB en 2010 ainsi qu'une baisse de l'inflation de 12,4 pour cent en 2009 à 7,5 pour cent en 2010," les dirigeants de la SADC ont déclarés dans un communiqué publié après le sommet.

Cependant, les dirigeants ont déclarés que la région devrait rester attentifs aux risques posés par la volatilité économique et financière dans les économies développées.

Ainsi, le Groupe de Travail Ministérielle sur l'Intégration Economique Régionale de la SADC a été mandaté à trouver des stratégies sur la façon de protéger les économies des chocs extérieurs

et de restructurer l'économie régionale afin de lutter contre la pauvreté.

Pour assurer que ce processus d'intégration s'approfondit, les dirigeants ont déclaré que, les États Membres devraient accorder une attention particulière au développement des infrastructures pour accélérer les investissements et le commerce.

Ces programmes d'infrastructure devraient viser le secteur énergétique ainsi que le transport, entre autres secteurs. Des exemples pratiques comprennent le Pont de Kazungula, l'Arrêt Poste Frontière de Chirundu et l'Interconnecteur de Zimbabwe-Zambie-Botswana-Namibie.

Le sommet annuel a noté les progrès réalisés dans la consolidation de la ZLE de la SADC et a félicité le Seychelles pour avoir pris des mesures pour rejoindre la ZLE.

suite page 2...

Visant une intégration plus profonde

suite de la page 1...

À l'exception de l'Angola et la République Démocratique du Congo (RDC), tous les États Membres sont parties à la ZLE, qui a énormément élargi l'espace économique de la SADC, ouvrant un marché commercial de plus de 270 millions de consommateurs potentiels dans la région.

Un des avantages du ZLE de la SADC est la disponibilité au consommateur des produits qui sont compétitifs en termes de qualité et de prix. L'enlèvement des tarifs douaniers ainsi que des barrières non tarifaires a réduit le coût des importations en provenance d'ailleurs dans la région, bénéficiant ainsi directement aux consommateurs régionaux.

Sur le lancement proposé d'une Union Douanière, les dirigeants ont dirigé le Groupe de Travail Ministériel sur l'Intégration Économique Régionale d'accélérer les travaux menant à un accord et une compréhension commune sur le guide de l'Union Douanière de la SADC. Une Union Douanière est un niveau plus élevé d'intégration économique par rapport à un ZLE car il implique des tarifs communs pour le commerce extérieur.

En ce qui concerne les négociations récemment lancées pour établir une ZLE élargie impliquant 26 pays en Afrique orientale et australe, le Sommet a exhorté aux États Membres à consulter, préparer adéquatement et à accélérer les négociations.

Le COMESA, l'EAC et la SADC ont officiellement lancés des négociations pour créer un marché intégré, qui deviendra le plus grand marché d'Afrique comprenant une population combinées de près de 600 millions de personnes et un Produit Intérieur Brut (PIB) total d'environ US\$ 1 milliard lors de leur 2^{ème} sommet tripartite,



tenue en Afrique du Sud en Mai 2011.

Sur la situation politique, le Sommet a noté que la région continue d'être caractérisée par la démocratie, la paix et la sécurité.

"Le Sommet félicite le Conseil Chrétien du Lesotho en tant que Médiateur et Equipe de Facilitation de la SADC pour la réussite du processus de médiation politique dans le Royaume du Lesotho et les parieurs pour leur engagement à l'achèvement du processus de dialogue."

En ce qui concerne le Madagascar, les dirigeants ont réaffirmé leur engagement à soutenir le processus de médiation dans ce pays et garantissent que tous les parieurs exécutent complètement le guide comme amendé par la décision prise par le Sommet Extraordinaire en Juin de 2011.

Les problèmes politiques en Madagascar ont commencés en Mars 2009 après Andry Rajoelina s'est emparé du pouvoir du Président élu Marc Ravalomanana suite d'une manifestation publique soutenu par les militaires.

Sur le Zimbabwe, le Sommet a pris note des progrès accomplis dans la mise en œuvre de ses décisions prises lors du Sommet Spécial en Juin.

"Le Sommet a exhorté aux parties à l'Accord Politique Global de rester attaché à la mise en œuvre de l'Accord et de finaliser le guide pour résoudre les questions en suspens."

Le sommet a également exhorté la RDC, le Lesotho et la

Zambie pour la tenue des élections pacifiques, comme prévu durant l'année civile 2011/12.

Sur la parité des sexes, les dirigeants de l'Afrique australe ont notés les progrès constants accomplis par les États Membres à assurer une représentation égale des femmes aux postes politiques et décisionnels.

La moitié des 15 États Membres ont ratifié le Protocole sur La Parité des Sexes et le Développement, avec sept d'entre eux ayant déjà déposé leurs instruments de ratification auprès du Secrétariat de la SADC.

Ceci sont l'Angola, le Lesotho, le Mozambique, la Namibie, les Seychelles, la République-Unie de la Tanzanie et le Zimbabwe. Toutefois, pour que le protocole entre en vigueur au moins deux tiers des États Membres de la SADC sont nécessaires pour le ratifier.

Les objectifs principaux du Protocole de la SADC sur la Parité des Sexes et le Développement sont à prévoir l'autonomisation des femmes, éliminer la discrimination et atteindre l'égalité et l'équité des sexes par la législation, les politiques, les programmes et les projets sexospécifiques.

En ce qui concerne la situation de sécurité alimentaire, le Sommet a exhorté aux États Membres à intensifier les mesures visant à augmenter la production, de diversifier et de promouvoir des opportunités génératrices de revenus afin d'améliorer l'accès aux denrées alimentaires, conformément à la Déclaration

de Dar es Salaam sur l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire.

Sur le changement climatique, les dirigeants de l'Afrique australe ont réaffirmé leur soutien à la position commune Africaine avant la conférence internationale du changement climatique prévu pour l'Afrique du Sud en Novembre-Décembre de cette année.

La position de négociation d'Afrique devrait être fondée sur la nécessité d'une augmentation en finance, la technologie et les capacités de gestion d'adaptation et de risque.

Le président Angolais José Eduardo dos Santos, a assumé la présidence de la SADC du Président Namibien Hifikepunye Pohamba, qui a accueilli le Sommet de 2010; et le Président Sud-Africain Jacob Zuma est à la Présidence de l'Organe du Troika sur la Politique, la Défense et la Coopération Sécuritaire pour l'année prochaine, prenant la relève du Président de la Zambie Rupiah Banda.

Le Président Jakaya Kikwete de la République-Unie de la Tanzanie est le nouveau membre de l'Organe du Troika, assurant l'intérim de Zuma pour l'année prochaine.

Le prochain sommet ordinaire de la SADC est prévu pour le Mozambique en Août l'année prochaine. Par conséquent, le Président Mozambicain, Armando Guebuza, rejoint dos Santos et Pohamba sur Troika de la SADC pour l'année prochaine. r

Jeunesse et des enfants vulnérables

Les ministres conviennent sur le plan pour s'attaquer aux défis des jeunes

MINISTRES DE la SADC chargé de la jeunesse ont convenu d'un plan triennal d'action pour accélérer les programmes et projets visant à résoudre les problèmes rencontrés par les jeunes et les enfants vulnérables dans la région.

Une réunion conjointe des Ministres de la SADC chargé de la jeunesse et des Ministres responsables pour les enfants vulnérables tenue à Windhoek, en Namibie, ont adopté des plans et des actions communs pour la région à accélérer la fourniture de services de base et les besoins des enfants vulnérables et des jeunes.

Il s'agit notamment de la fourniture d'eau potable, aux soins de santé, l'éducation et les compétences qui permettent aux jeunes de gagner un revenu et de créer des emplois pour eux-mêmes, la protection contre les abus, et la fourniture de logement, les soins de la famille.

Autre services de base notamment d'aider à améliorer la capacité des enfants et des jeunes à s'y prendre avec le stress de la vie, et d'être capable de vivre en harmonie avec les autres dans la société.

Les ministres ont décidé que les problèmes auxquels sont confrontés les enfants et les jeunes ont été commun et ne pouvait donc pas être abordés par les différents pays de travailler seul.

“À cet égard, ils ont approuvé les activités régionales qui seront mises en œuvre par tous les États Membres pendant la période allant de 2012-2014. Ces activités seront coordonnées par le Secrétariat de la SADC”, ont déclaré les ministres dans un communiqué.

La réunion de Windhoek a été convoquée pour discuter des moyens communs de résoudre les problèmes et les préoccupations des Orphelins et autres Enfants Vulnérables et des Jeunes (OVCY) dans la région de SADC, qui comprennent des

maladies comme le VIH et le SIDA, le paludisme et la tuberculose, la pauvreté, la faim et la malnutrition, les conflits sociaux et politiques, le handicap chez les enfants et les jeunes, et les défis croissants de grossesses d'adolescentes et de chômage chez les jeunes.

Les ministres ont noté que ces défis constituent une menace sérieuse pour le développement et le bien-être des enfants et des jeunes ainsi que pour la paix et la sécurité de la région.

À cet égard, ils ont convenu de renforcer leurs efforts régionaux pour aborder collectivement ces défis comme un caractère d'urgence.

Les ministres ont également discuté des priorités pour relever les défis face à des jeunes qui ont été développés au niveau continental par l'Union Africaine, et a convenu de les aligner sur celles au niveau de la SADC.

Il s'agit notamment de la nécessité de soutenir les idées créatives des jeunes et à créer des emplois et développer les économies de la région, soutenir les jeunes à participer aux affaires politiques et de leur implication dans la prise de décisions qui affectent leur pays.

Les priorités ont été soumis pour discussion et approbation par le Sommet des Chefs d'Etats et de Gouvernements de l'Union Africaine qui s'est tenu en Guinée Équatoriale à la fin de Juin qui a été consacrée au développement des jeunes.

Les ministres ont également convenu sur les questions prioritaires pour les jeunes de la région de la SADC qui ont été présentés comme des priorités internationales à la 65^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la Jeunesse tenue à New York en Juillet.

Les ministres ont convenu de mettre en place les structures nécessaires pour appliquer pleinement leurs décisions et

améliorer la vie des enfants et des jeunes dans la région.

Ils ont noté que les problèmes des enfants et ceux des jeunes ont été très différents dans la plupart des cas. Afin de discuter et d'y répondre plus efficacement et plus en détail, ils se sont convenus qu'à l'avenir ils se réuniraient séparément en tant que ministres responsables des enfants, et ceux chargés de la jeunesse.

Les ministres ont convenu de se réunir à nouveau en 2012, sous réserve d'approbation par le Conseil des Ministres de la SADC, de suivre les progrès sur la mise en œuvre de leurs décisions.

Ceci va également leur permettre de suivre la situation des enfants et des jeunes dans la région, et de déterminer de meilleures façons de continuer à traiter leur situation.

Compte tenu des défis auxquels sont confrontés les jeunes et les enfants vulnérables, la SADC a développé des interventions spécifiques axées

sur OVCY, élaborée à travers un Cadre et un Programme Stratégique d'Action pour OVCY, 2008 -2015 qui a été approuvé par les Ministres de la Santé et le VIH et le SIDA de SADC en Novembre 2008.

Le Cadre et un Plan d'Affaires qui accompagne marqué le premier effort délibéré pour préparer une intervention régionale sur OVCY dans la SADC.

Les prémisses de l'approche de la SADC sur les soins et le soutien à OVCY est la reconnaissance que les gens, en particulier les enfants et les jeunes qui constituent la majorité de la population de la région, sont la véritable richesse des États Membres.

Ainsi, l'objectif fondamental de développement devraient viser à élargir leurs libertés et les capacités humaines en élargissant les choix qu'ils ont à vivre une vie productive et créative, en contribuant au développement durable dans la SADC. r

L'article 12 de la Charte des Jeunes Africain prend un engagement que chaque Partie d'État doit élaborer une stratégie globale et cohérente sur les politiques nationales de la jeunesse.

- La politique doit être intersectorielle en nature considérant le corrélatif des défis faisant face aux jeunes gens;
- Le développement d'une politique nationale de la jeunesse doit être informée par une vaste consultation avec les jeunes et répondre à leurs participation active à la prise de décisions à tous les niveaux de gouvernance sur les questions concernant la jeunesse et la société en masse;
- La perspective jeune doit être prise en considération dans toute la planification et la prise de décision ainsi que le programme de développement. La désignation des jeunes aux points focaux dans les structures gouvernementales doit permettre à ce processus;
- Les Mécanismes pour adresser ces défis des jeunes seront encadré dans le cadre de développement national du pays;
- La politique doit fournir des directives sur la définition adoptée de la jeunesse et spécifier les sous-groupes qui seront visés pour le développement;
- La politique recommandera des opportunités égale pour les jeunes hommes et les jeunes femmes;
- Les programmes d'action nationaux doivent être développés qui sont temps lié et qui sont reliés à une mise en œuvre et l'évaluation stratégique pour laquelle les indicateurs doivent être décrites;
- Un tel programme d'action doit être accompagnée d'une allocation budgétaire suffisante et soutenue.

Corridors de transport transparente clé de l'intégration régionale

L'AFRIQUE AUSTRALE est d'investir dans les corridors de transport pour faciliter les échanges et la libéralisation économique en assurant la libre circulation des biens et des personnes à travers les États-Membres.

Quatorze des corridors de transport dans la région de la SADC ont été identifiés pour le développement (voir tableau), y compris le Corridor Nord-Sud, qui est le plus important, en traversant huit pays d'Afrique orientale et australe.

Les autres corridors impliquent entre deux et cinq pays chacun, et quand ils sont opérationnels devrait approfondir l'intégration régionale et de stimuler le commerce intra régional.

Le développement de ces couloirs implique la modernisation des transports routiers, ferroviaires et des infrastructures portuaires pour soutenir le commerce le long des routes.

Lignes de transmission d'énergie sont également à être construit à élargir le réseau régional et de permettre davantage de pays à partager l'électricité, une des nécessités principales pour le développement régional.

Grâce à ses économies à croissance rapide, les besoins de l'énergie de la région de la SADC dépassent de loin le réserve, qui affectent la croissance.

Dans le cadre du corridor de transport, Postes Frontières d'Arrêt sont à mettre en place pour réduire la congestion aux points d'entrée, d'où la promotion de la libre circulation des biens et services.

Les marchandises et les gens seront dédouanés une seule fois pour le passage à travers la frontière dans un autre pays, en contraste avec la situation actuelle où les voyageurs doivent être dédouanés sur les deux côtés de la frontière.

Cette évolution est attendue pour résoudre les problèmes de

retard, qui sont expérimentés dans les postes les plus frontaliers.

Le premier poste frontière à guichet unique dans la région de la SADC a été créé en 2009 à Chirundu entre la Zambie et le Zimbabwe.

Des plans sont en cours pour mettre en œuvre un concept similaire au poste frontière de Beitbridge entre l'Afrique du Sud et le Zimbabwe.

Beitbridge et Chirundu sont considérés comme étant parmi

développés pour Trans-Cunene, Lobito (Benguela), Malange, Namibe, Trans-Orange et Maseru-Durban couloirs.

SADC a besoin d'environ US\$100 milliards pour son programme d'infrastructures régionales de développement à moyen terme, selon le Rapport du Statut d'Infrastructure de Développement de SADC 2010 présenté au Sommet de la SADC de 2010 tenu en Namibie.

La plus grande part de ce budget est attribuée au

secteur de l'énergie, qui doit US\$47 milliards, suivi par l'infrastructure routière et ferroviaire qui nécessite une estimation de US\$26 milliards.

Ports et voies navigables intérieures nécessitent une estimation de US\$ 18 milliards, tandis que les technologies de l'information et des communications (TIC), les besoins en infrastructure de poste, la météorologie et l'eau sont estimées conjointement à US\$9 milliards. r



Couloirs de transport en Afrique Australe va faciliter la libre circulation des biens et des personnes.

les plus achalandés des ports de l'Afrique subsaharienne d'entrée avec des centaines de sud ou le nord camions commerciaux en passant par les deux postes frontières chaque jour.

Pour renforcer les opérations des initiatives diverses couloir, les états membres de la SADC ont signé les instruments juridiques pour gouverner et gérer les couloirs.

Certains des instruments adoptés à ce jour comprennent des Mémoires d'Accord pour la Trans-Kalahari, Beira, Nacala et les couloirs de Mtwara.

Les instruments juridiques pour la gouvernance du corridor ont également été signés pour le Walvis Bay-Ndola-Lubumbashi, Dar-es Salam et le Corridor de Transport Central.

Un accord est actuellement en discussion pour le Corridor Nord-Sud, tandis que les instruments doivent encore être

Corridor de transport de la SADC	Etats Membres
1. Nord-Sud	Tanzanie, RDC, Zambie, Malawi, Mozambique, Zimbabwe, Botswana, Afrique du Sud
2. Maputo	Mozambique, Afrique du Sud, Swaziland
3. Beira	Mozambique, Zimbabwe, Malawi, Zambie
4. Nacala	Mozambique, Malawi, Zambie
5. Mtwara	Tanzanie, Mozambique, Malawi, Zambie
6. Dar es Salaam	Tanzanie, Mozambique, Malawi, Zambie, RDC
7. Corridor de Transport Centrale	Tanzanie, RDC, Uganda, Rwanda, Burundi
8. Trans-Kalahari	Afrique du Sud, Botswana, Namibie
9. Trans-Orange	Namibie, Afrique du Sud
10. Walvis Bay-Ndola-Lubumbashi (Trans-Caprivi)	Namibie, Zambie, RDC
11. Trans-Cunene	Namibie, Angola
12. Namibe	Angola, Namibie
13. Lobito (Benguela)	Angola, RDC, Zambie
14. Malange	Angola, RDC

Source : Rapport de Situation du Développement d'Infrastructure de la SADC

Zone de Libre-Echange Tripartite

Quels sont les défis?

par Kizito Sikuka

LE RECENT lancement de négociations visant à créer un marché intégré couvrant 26 pays de l'Afrique orientale et australe a suscité un débat animé.

Une des questions débattues est de savoir si la Zone de Libre-Echange élargie (ZLE) va renforcer la quête de l'Afrique à approfondir l'intégration régionale et à accélérer les progrès vers une Communauté Economique Africaine.

Lancé en Juin à la Deuxième Sommet Tripartite des dirigeants du Marché Commun pour l'Afrique Orientale et Australe (COMESA), Communauté Est Africaine (EAC) et la SADC, le Grand ZLE a été créé pour stimuler le commerce intra régional et de relever le défi du chevauchement des adhésions parmi les régions d'Afrique.

Les dirigeants africains et les décideurs à comprendre que la multiplicité de l'appartenance à des communautés économiques régionales contraint les aspirations à l'intégration économique de la région. Ainsi le COMESA, l'EAC et la SADC ont établi un cadre qui permet à tous les pays des trois groupes à travailler ensemble dans divers projets.

Ils affirment que de plus grands projets régionaux ont la capacité d'attirer des investissements par rapport aux plus petites, tandis que les projets transfrontaliers en même

temps ont un avantage d'un effet socio-économique positif sur la région.

Un Aide pour le programme Commercial le long du Corridor Nord-Sud a déjà été identifié par le COMESA-EAC-SADC pour l'amélioration routière, ferroviaire et des infrastructures portuaires ainsi que pour soutenir le commerce le long du couloir, qui traverse huit pays d'Afrique orientale et australe.

Certains spécialistes du commerce questionnent la faisabilité du projet Tripartite ZLE, arguant que le projet pourrait échouer si des mesures pragmatiques sont mises en place pour appliquer pleinement l'accord.

Études sur le Commerce et le Développement (TRADES) Directeur du Centre, Tendai Chigwanda a déclaré qu'il pourrait s'avérer difficile pour les pays à adhérer à l'Accord Tripartite, en considérant que certains ne parviennent pas à respecter ses engagements antérieurs déjà convenu dans le cadre de la plus petite des Communautés Economiques Régionales (CER) ZLE respectifs.

"Le Grand ZLE est presque une réplique de ce que nous avons déjà à diverses communautés régionales, sauf qu'il s'agit d'un grand marché", elle a dit, ajoutant que si les

pays membres, de chaque bloc ne parviennent pas à répondre à leurs propres obligations de ZLE, alors quelle garantie se trouve présent qu'ils adhéreront à Grand ZLE Elle a exhorté les CER individuels pour répondre à leurs défis les capacités individuelles de sorte que la formation d'un regroupement plus large est un succès.

Cela exige des efforts concertés par le COMESA-EAC-SADC à mobiliser des ressources adéquates, non seulement d'attente pour le financement des donateurs, mais aussi la mobilisation de ressources propres pour répondre aux exigences.

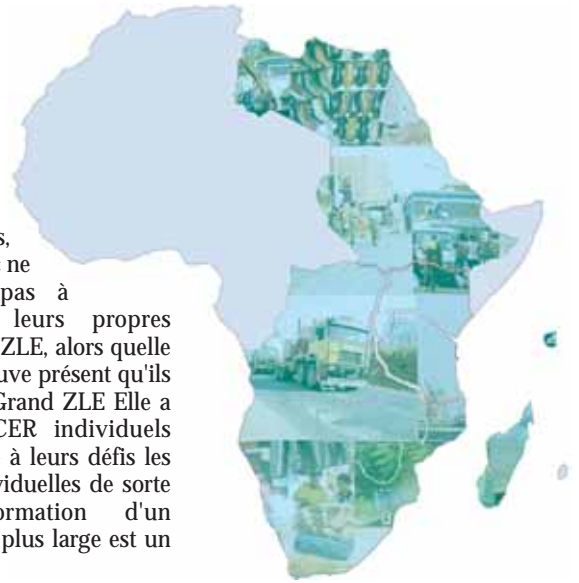
Un autre défi majeur pour les trois communautés régionales est d'encourager les États Membres d'accepter l'idée d'un Grand ZLE.

Par exemple, dans le COMESA, certains membres n'ont pas encore adopté le tarif extérieur commun, alors que certains membres de la SADC n'ont pas respecté leurs obligations de libre-échange après la date limite caduque.

En plus, l'Angola et la République Démocratique du Congo ont exprimé des réserves, en disant qu'ils ne sont pas prêts à faire partie d'un marché économique en raison de diverses limitations telles que les économies plus faibles après des années de guerre civile.

"Il serait beaucoup de perdants à moins qu'on trouve des façons d'accommoder les petits pays", a déclaré Dianna Games, le vice-président de l'Afrique Consultatif, Global Pacific and Partners.

Par conséquent, cela nécessite un effort supplémentaire pour assurer les nations plus petites et plus faibles ne sont pas



poussés à la faillite par les pays les plus puissants sur un marché ouvert.

Connectivité physique est un autre défi que doit relever le Grand ZLE. Les trois communautés ont besoin pour combler le déficit d'infrastructures et de réhabilitation des routes, le rail et les ports afin de promouvoir le commerce intra régional entre les pays membres.

Grâce à la connectivité pauvre, la plupart des pays du COMESA - EAC - SADC commerce plus en dehors de l'Afrique qu'entre eux.

À cet égard, l'intégration régionale est un travail en cours qui nécessite le soutien de tous, en particulier dans le développement de corridors de commerce.

Malgré tous ces obstacles, il y a un soutien politique fort pour le Grand ZLE, considérée comme cruciale dans le déblocage de la prochaine phase du développement régional.

Le grand projet n'est pas seulement sur la réduction des barrières tarifaires - il est plus sur l'amélioration des infrastructures, comme les pays Africains ont besoin de réhabiliter l'existante installation transfrontalières ainsi que la construction de nouvelles infrastructures à réaliser la croissance socio-économique et le développement. r





SADC, BAD visant à renforcer la sécurité alimentaire dans l'Okavango Basin

SADC ET la Banque Africaine de Développement (BAD) travaillent sur un projet pour améliorer la gestion de l'eau et de la sécurité alimentaire dans les deux états du Bassin de l'Okavango d'Angola et la Namibie.

Le projet, intitulé "Administration d'Eau d'Agriculture de SADC et Sécurité Alimentaire - Haute Okavango Basin", sera présenté au conseil d'administration de la BAD pour approbation le 25 Octobre. Il a cinq composantes couvrant une productivité agricole accrue, l'utilisation durable des ressources naturelles et la gestion, développement communautaire et institutionnel et le financement, le développement des infrastructures, et la coordination de projet et de gestion.

Le but principal de la composante de la productivité agricole sera d'identifier et de diffuser les connaissances techniques d'approches améliorées de gestion de l'eau, la production agricole (y compris le bétail et l'aquaculture) et l'accès au marché pour les petits agriculteurs dans la zone du bassin.

Autres activités prévues dans le cadre de la production des cultures sous-composante comprend des tests de terrain et la démonstration de nouvelles approches de la production à petite échelle, y compris l'utilisation de techniques de conservation de l'eau, l'utilisation accrue d'intrants, de variétés améliorées et la diversification des cultures.

Il est également proposé qu'il y aura un soutien technique pour la production de cultures irriguées élargi. En Namibie, ce n'est envisagée comme se produisant en grande partie par le gouvernement "Green Scheme", déjà mis en œuvre à deux autres sites dans le pays sous le financement de la BAD.

Selon la sous-composante de l'aquaculture, le projet prévoit de fournir un soutien aux coopératives de pêche à Cuito Cuanavale, Nancova, Cuchi et Cuelel en Angola, y compris des chars pour le repeuplement et la fourniture de kits de pêche.

La composante prévoit également la fourniture d'assistance technique élargi après la récolte améliorés,

stockage, transformation et de commercialisation aux agriculteurs en Angola et en Namibie.

Le deuxième volet du projet portera sur la gestion durable des ressources naturelles dans la zone du projet, avec une attention particulière aux utilisations efficaces des ressources d'eau.

Principales activités et filiales comprennent entreprendre un inventaire des ressources naturelles existantes dans le bassin à la fois en Angola et en Namibie, ainsi que l'identification, la démonstration et la promotion de technologies durables et productives agricoles, y compris l'agriculture de conservation, la récolte de l'eau et du bassin versant, et la gestion de la pente et de stabilisation.

Cette composante visera également à renforcer l'aménagement du territoire et le zonage des capacités dans le Bassin de l'Okavango, y compris les zones humides et la gestion de la zone tampon afin d'assurer que le développement durable des terres a lieu.

La communauté et la composante de développement

institutionnel mettra l'accent sur la création et le renforcement des capacités locales et le capital social pour le développement économique durable et une sécurité alimentaire accrue.

Cela impliquera la création de groupes communautaires de l'eau de l'utilisateur (pluviale et irriguée) et d'autres groupes d'intérêts spéciaux, ainsi que la création d'un centre de recherche agricole dans les Cuchi et un centre de formation professionnelle à Menongue, tant en Angola.

Il est également prévu de créer le Fonds d'Investissement Communautaire d'Okavango, un fonds d'investissement à petite échelle accessibles par les communautés, les groupes et les entrepreneurs locaux à fournir un financement à coût partagé des activités productives au niveau local.

La quatrième composante du projet consistera à l'investissement en infrastructure, en particulier dans les routes et les ponts.

Les activités importantes et auxiliaires clé incluront un déminage sous-composante sous lequel de grandes étendues de terrain seront dégagées en Angola pour faire place à des routes et de créer des champs agricoles, ainsi que la réhabilitation et la construction de réservoirs d'eau et la distribution des canaux dans les deux pays du bassin.

La construction de routes et la réhabilitation seront cruciales pour ouvrir les routes principales chaînes d'approvisionnement agricoles pour les agriculteurs de la zone du bassin.

Le coût d'investissement total du projet est estimée provisoirement à US\$ 66 millions sur une période de six ans de mise en œuvre, avec des US\$37,5 millions pour l'Angola et US\$ 28,5 millions pour la Namibie. r

Le Malawi approuve la création de l'Université agricole

LE PARLEMENT du Malawi a adopté une loi visant à dissocier Bunda College of Agriculture de l'Université du Malawi (UNIMA) pour faire place à la création de l'Université d'Agriculture et des Ressources Naturelles de Lilongwe (LUANR).

Le Ministre de l'Éducation, la Science et la Technologie, Peter Mutharika a déclaré au parlement que le Bill de l'Université de l'Agriculture et des Ressources Naturelles de Lilongwe a l'intention combiner Bunda, Collège des Ressources Naturelles, Station de Recherche

de Chitedze, le Trust du Recherche Agricole et vulgarisation d'être un collège constituant.

"Collège d'Agriculture de Bunda se poursuivra sous le même nom qu'un collège constituant de l'Université de Lilongwe", a déclaré M. Mutharika.

Selon Mutharika, l'établissement de LUANR était un signe de l'engagement du gouvernement du Malawi pour faire avancer le pays d'une économie de ressources à une basée sur la connaissance.

Il a dit qu'il y avait des plans pour relier l'université agricole d'institutions similaires à travers le monde pour améliorer la capacité du Malawi en tant que producteur d'aliments leader dans la région de la SADC.

Le Malawi a enregistré une croissance significative dans la production alimentaire au cours des dernières années. En raison de ce revirement robuste dans le secteur agricole, le Malawi a cessé d'être un pays à déficit alimentaire à une production excédentaire de céréales pour l'exportation vers d'autres pays de la SADC. r



SADC financement climatique cibles

par Egline Tauya

LES ACTIONNAIRES d'eau en Afrique australe disent que la région doit de toute urgence produire des projets bancables qui se qualifient pour les fonds proposés aux changements climatiques essentiels pour relever les défis de l'eau de la région.

C'est ce qui ressort du cinquième Dialogue Multi-Acteurs d'Eau de la SADC récemment tenu à Mbabane, au Swaziland, où environ 150 délégués des Etats Membres de la SADC ont réfléchi sur les moyens de puiser dans l'atténuation et fonds d'adaptation.

L'accès au Fonds Vert pour le Climat proposé (GCF) par les pays en développement sera un des sujets d'actualité lors de la prochaine discussion sur le changement climatique global qui se tiendra en Afrique du Sud en Novembre de cette année.

Comme indiqué lors de la réunion, la gestion de l'eau est l'une des stratégies d'adaptation les plus utilisés en Afrique australe et dans la région devraient de toute urgence trouver des moyens d'accéder à certains des fonds mondiaux destinés à renforcer les programmes existants.

En ce qui concerne l'eau, la Déclaration du Millénaire de 2000 a ciblé à réduire à moitié la population sans accès à l'eau potable d'ici 2015. Mais la question clé pour l'Afrique australe est de savoir jusqu'où la région est d'atteindre cet objectif?

La réunion a noté que la plupart des pays, les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) des critiques ont indiqué qu'il est nécessaire de redoubler d'efforts si des progrès significatifs doivent être réalisés.

De même, modèle économique de la SADC, le Plan Régional Indicatif de

Développement Stratégique (RISDP), a fixé des objectifs pour le secteur de l'eau qui comprennent les infrastructures de l'eau en développement ont besoin de doubler les terres irriguées d'ici 2015.

La réunion a noté que ces objectifs ne peuvent pas être réalisés si des ressources suffisantes sont prévalus de développer les infrastructures indispensables pour ce secteur, ce qui explique pourquoi le thème de cette année, s'est adressé à la question centrale du financement des infrastructures de l'eau, plus précisément grâce à des possibilités de financement prévues par le climat.

Le Dialogue d'Eau de la SADC est une activité annuelle qui a pris naissance dans la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (IWRM) Volet de la Sensibilisation de Création de la SADC-DANIDA Programme Sectoriel de Eau Régional du Plan d'action stratégique de la Division de Eau Régional de la SADC.

SADC développe une position commune sur la COP 17

SADC A développé 'un cadre' commun destinée à former et soutenir une réponse sur le changement climatique régionale pour garantir que la région va aux prochaines discussions de changement climatique de Nations Unies en Novembre avec une voix.

Le cadre serait mis en œuvre au cours des cinq prochaines années et concentration serait mis sur l'observation systémique et de suivi des effets des changements climatiques, la vulnérabilité et des risques, et stratégies d'atténuation et d'adaptation.

Des efforts seraient également ciblés à renforcer les capacités régionales en

Depuis 2007, la SADC a mené le dialogue comme une plate-forme pour les intervenants régionaux afin de discuter et de partager des expériences sur différents aspects de la IWRM.

Les dialogues de l'eau sont tenues sous le thème général de "Développement d'Arrosage dans la SADC", et souligner comment les approches d'IWRM peuvent aborder des aspects clés du développement socio-économique et la réduction de la pauvreté en Afrique australe.

Cette année, le thème était "Le Développement d'Arrosage dans la SADC: Financer l'Eau pour Résister aux Changements Climatiques pour assurer la Sécurité Régionale".

Le dialogue Mbabane était important pour la question du développement des infrastructures parce que les 15 pays de la SADC trouvent des moyens de battre les financements climatiques, étant donné que leurs gouvernements

n'ont pas les budgets suffisants pour investir dans les infrastructures de l'eau.

Directeur de l'Infrastructure et Services de la SADC, Remmy Makumbe dit que la région a déjà développé certains instruments pour assurer une utilisation efficace des fonds par les États Membres.

Ces instruments déjà en place comprennent le Programme de Développement des Infrastructures d'Eau de la SADC.

"Nous allons définir des projets au sein de chaque État Membre et ceux qui sont intégrés de telle sorte que les fonds sont utilisés au sein de ces cadres", a-t-il dit.

Le dialogue a permis une meilleure compréhension des questions relatives au financement climatique ainsi que d'une appréciation accrue des possibilités de financement disponibles pour l'adaptation au changement climatique en ce qui concerne les ressources en eau. r

termes d'infrastructures, les arrangements institutionnels et les cadres politiques, selon un rapport publié lors d'une réunion de responsables des ministères de l'environnement dans les Etats Membres de la SADC qui s'est tenue récemment à Pretoria, en Afrique du Sud.

"Je vois ce processus comme une étape très importante. Nous ne serons pas aller à COP17 [de la 17^{ème} Conférence des Parties à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements climatiques à Durban] portaient des vestes différentes, sans dérangements de parler avec des voix différents", a déclaré Rungano

Karimanzira, un directeur dans le Ministère de la Science et de la Technologie du Zimbabwe. "Nous avons développé un cadre commun pour faire avancer à la prochaine étape, qui est mise en œuvre."

Les nations en développement sont aux prises avec la réticence de certains des pays les plus développés du monde, comme les États-Unis, le Canada et le Japon, pour vous inscrire à une deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto des Nations Unies 1997 qui a démarré une collaboration internationale sur la stabilisation des concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. r

INVESTISSEMENT DE L'ÉNERGIE DE SADC

Résumé de la Politique de l'Énergie No. 6, Août 2011

1. Introduction

Pénuries d'énergie actuelle de l'Afrique australe ont conduit à une flambée des projets visant à augmenter la capacité de production dans la région.

À partir de 2000, la SADC a poussé pour l'investissement dans les infrastructures d'énergie et le développement de battre une pénurie d'électricité qui a vu la plupart des pays de la région introduire des programmes de délestage visant à répandre les approvisionnements disponibles de manière équitable.

Les utilitaires d'État Membre à travers le Pool Énergétique de l'Afrique Australe (SAPP) ont identifié un certain nombre de projets prioritaires pour la mise en service au cours des prochaines années, pour régler la situation énergétique dans la région.

Entre 2009 et 2013, le SAPP s'attend à commander des projets des utilitaires membres qui ajouteraient environ 8800 mégawatts (MW) d'électricité au réseau régional, permettant à la région à faire correspondre l'offre et la demande.

Toutefois, le délai pour la plupart des productions d'énergie des projets est long. Cinq à sept ans est nécessaires à partir du jour où le sol est tourné sur le site du projet au jour où un utilisateur d'électricité peut allumer la lumière à l'autre bout.

Ainsi, l'horizon de planification du SAPP s'étend jusqu'en 2020 et au-delà où la plupart des projets à partir de maintenant seraient prêts si elles vont conformément au plan.

Les projets qui seraient prêts d'ici 2013 devraient avoir commencé en 2008, mais la manque des fonds, parmi d'autres défis, a continué d'entraver le processus de mise en œuvre.

2. Options de financement

Le secteur de l'énergie de la SADC exige de gros investissements dans la prochaine décennie. Selon les estimations, le niveau total des investissements nécessaires pour apporter la stabilité à la situation de l'énergie régionale à US\$ 83 milliards si la région opte pour des projets d'énergie les moins coûteuses telles que les centrales hydroélectriques - ou un supplément de US\$ 48 milliards si elle prend le plus cher "Scénario de Base" un itinéraire qui compte lourdement sur les options de haut prix telles que les centrales au charbon.

Le premier scénario ou "Cas de Remplacement" est basé sur des projets à moindre coût où la production de charbon à coût élevé est remplacée par des solutions peu coûteuses telles que la production hydroélectrique et de gaz.

Financement du secteur public sous la forme de prêts bilatéraux des donateurs et des banques de développement a été jusqu'ici la source de financement principale pour les investissements dans le secteur de l'énergie dans la région de la SADC. Financement des donateurs a été un moyen d'investissement populaire pour le secteur énergétique de la SADC, bien que cette option est sur le déclin en raison des pressions économiques dans les pays sources traditionnels et il est nécessaire d'augmenter le financement du secteur privé.

Le financement du secteur privé et l'octroi de concessions sont apparus récemment comme les options, mais exigent la concurrence et la régulation correcte du marché que les tarifs bien au-dessus du coût marginal à long terme peut être appliquée, à l'exploitation des consommateurs.

Le secteur privé a largement boudé s'aventurer dans des projets d'infrastructure majeurs pour stimuler alimentation électrique régionale, citant les lois nationales restrictives comme l'une des raisons pour ne pas investir.



Opportunités et Défis du Financement de l'Énergie en Afrique Australe

Les options du Partenariat Public Privé (PPP), où les secteurs privé et public acquièrent l'équité dans un projet sous une forme ou une autre ont connu un regain dans la SADC.

Un bon exemple est la Société de Transmission du Mozambique (MOTRACO) qui est devenu un exemple vedette de la coopération des secteurs public et privé dans la livraison d'électricité à prix abordable à la communauté. Formé en 1998, le projet concernait la construction et l'exploitation de lignes de transport électrique qui relie trois pays - l'Afrique du Sud, le Swaziland et le Mozambique.

Il a été créé pour transporter l'électricité de l'Afrique du Sud de la part du service énergétique Mozambicain EDM, le Conseil d'Administration Electrique du Swaziland et la groupe des ressources BHP, ainsi que vendre l'énergie à la Mozal de Billiton, fonderie en aluminium au Mozambique.

3. Opportunités

La forte croissance économique positive expérimentée dans la SADC au cours des cinq dernières années a entraîné une augmentation des investissements dans les infrastructures et la prestation de services. Cela a alimenté la croissance de la demande en énergie.

La Préparation des Projets et la Facilité de Développement de la SADC (PPDF) récemment formé a ouvert une fenêtre pour l'emballage complète de projets d'infrastructure au sein de la communauté.

L'objectif du fonds est de mobiliser l'investissement et le financement pour l'énergie et autres secteurs, en mettant l'accent sur le financement des projets d'investissements régionales commercialement viables ainsi que la mobilisation des fonds pour le changement climatique pour répondre aux préoccupations environnementales et les défis du secteur de l'énergie de la SADC.

Les opportunités d'investissement dans le secteur énergétique de la SADC ne sont pas limitées au développement de grandes infrastructures comme les centrales électriques. Il est vaste portée de la participation du secteur privé dans le secteur des énergies renouvelables naissante.

La forte croissance du marché dans le secteur d'énergie solaire ou photovoltaïque (PV) rend cette Technologie de l'Énergie Renouvelables (RET) dominante dans la région de la SADC. Les opportunités d'investissement dans la création de capacités de production améliorée des composants du système PV existent, comme les batteries solaires, lampes aux courant direct et les régulateurs de charge.



ENERGIE AUSTRALE

Le Développement de l'Énergie

La croissance dans le secteur d'électrification solaire domestique produit aussi des opportunités pour créer des appareils de courant continu à bas courant tels que les téléviseurs.

La majeure partie de l'investissement prenant place dans le marché RET de l'Afrique australe est, cependant, portée au niveau national sans considération des impacts potentiels régionaux. Il y a le besoin pour le développement d'un cadre régional pour faciliter la coordination d'investissements dans les technologies d'énergie renouvelables.

SADC travaille actuellement sur un projet d'Énergie Renouvelable Stratégique Régional, qui cherche à promouvoir l'adoption de l'énergie propre et d'assurer que l'Afrique australe tire parti des nombreuses possibilités d'énergie renouvelable qui existent dans la région.

La stratégie serait soutenue par d'autres programmes d'énergie propre qui comprennent le Programme du Mécanisme de Développement Propre de la SADC (CDM) Basé sur une analyse effectuée par la SADC, il existe un potentiel en projets de production pour 19 000 MW d'être commandées au titre du CDM dans la région.

Le passage d'un secteur de l'énergie monopolistique dominée par les services publics d'état à une approche de marché plus libéralisé dans un certain nombre d'États Membres de la SADC a ouvert des opportunités pour les Producteur d'Énergie Indépendant (IPP) et les distributeurs.

Ceci est important pour les projets reliés au réseau tels que la génération éolienne ou hydroélectrique, mais aussi pour les fournisseurs de services d'énergie tels que les distributeurs d'électricité en milieu rural.

4. Défis

Bien que la participation du secteur privé est maintenant perçue comme une alternative appropriée au financement traditionnelle de l'énergie, elle a ses propres défauts. Les acteurs du secteur privé ne sont pas disposés à aborder toutes les questions dans l'intérêt public, sauf s'il y a un retour attractif sur l'investissement. En conséquence, les adversaires de cette approche affirment que l'avenir du secteur énergétique de la SADC ne peut pas être uniquement laissé entre les mains du secteur privé.

Face à la nécessité constante d'expansion pour assurer l'accessibilité par tous les consommateurs, le secteur public restera toujours la source principale de financement pour la fourniture d'infrastructures dans le secteur.

Un des obstacles principaux à l'investissement du secteur privé dans l'infrastructure est généralement le manque de la préparation du projet, le développement, la commercialisation et le financement des études de faisabilité. Il est, par conséquent, le défi pour débiter des projets proposés en vue de les développer à un état bancables.

Conformément à cette initiative, le Secrétariat de la SADC a obtenu un financement pour la préparation des projets, le développement et les études de faisabilité. Grâce à la Banque Mondiale, la capacité serait fournie par le Secrétariat de la SADC aux États Membres pour la planification des projets, la préparation et le développement pour tous les projets d'infrastructure.

Bien que le concept de PPP a été généralement acceptée dans la SADC, seule une poignée de pays d'Afrique Australe ont des marchés PPP robustes et encore beaucoup plus n'ont pas des articles institutionnels, politiques, juridiques et des cadres réglementaires.

Mais pour quelques pays comme la Zambie, la majorité des États Membres de la SADC n'ont pas encore entièrement adopté le concept des PPP en dépit d'être partie à la Protocole d'Entente de l'Inter Utilité du SAPP qui permet formellement les acteurs privés dans le secteur énergétique de la région.

Dans ce contexte, en Juin 2010 à Victoria Falls, Zimbabwe, les Ministres de l'Infrastructure de la SADC ont chargé le Secrétariat de la SADC d'élaborer une Stratégie pour le Développement d'Infrastructure Régional et d'influencer le financement d'infrastructure du secteur privé par les PPP.

Depuis, le Secrétariat de la SADC a travaillé en collaboration étroite avec le Centre de Développement des Ressources Financières de la SADC (DFRC) pour élaborer une Stratégie de Développement de PPP pour la SADC avec l'assistance technique et financière de la société de développement Allemande, GIZ.

La manque d'informations et les idées fausses au sujet du potentiel des RETs, et en particulier sur les technologies photovoltaïques pour l'électrification rurale, tend à avoir un impact négatif sur le développement du sous-secteur.

L'absence de mesures telles que des exonérations fiscales et autres incitations pour les RETs est souvent considérée comme une haute barrière au développement du marché.

5. Conclusions et Recommandations

Il est possible d'élargir le développement de l'énergie et d'éliminer les pénuries d'électricité dans la SADC, et il est logique de le faire. Il y a, cependant, un besoin urgent pour les politiques régionales pour surmonter les obstacles structurels qui entravent l'investissement du secteur privé.

La coopération politique sera nécessaire au niveau régional pour stimuler l'investissement dans des projets énergétiques et de récolter les bénéfices de l'approvisionnement ininterrompu et fiable.

Une telle coopération doit répondre à deux défis urgents:

- Les décideurs doivent relever le défi de le rendre économiquement intéressante pour que les investisseurs privés prennent un rôle actif dans le secteur de l'énergie tout en conservant une structure de tarification qui est accessible à tous les consommateurs. Par exemple, pour la maintenance du secteur, les tarifs doivent être fixés à des niveaux réalistes, en rapport avec le coût de fourniture du service, tout en équilibrant le besoin de permettre l'accès à la majorité, et
- Les politiques doivent créer des incitations financières pour les développeurs des projets et de la chaîne d'approvisionnement, en particulier dans la montée des énergies renouvelables du sous-secteur. Les mécanismes de soutien existants en Afrique australe opèrent au niveau national. r

Plus de pays tournent à l'énergie renouvelable

LES ÉNERGIES Renouvelables 2011 Statut de Rapport global (RSG) montre que le secteur des énergies renouvelables continue de bien performer malgré la continuation de la récession économique, les coupures stimulantes et les bas prix de gaz naturel.

En 2010, les énergies renouvelables ont fourni une estimation de 16 pour cent de la consommation mondiale d'énergie finale et a livré près de 20 pour cent de l'électricité mondiale.

"La performance globale de l'énergie renouvelable en dépit des vents contraires ont été une constante positive en période de turbulences", Mohamed El-Ashry, président du Renewable Energy Policy Network pour le 21^{ème} siècle (REN21) Comité de Pilotage qui a produit le rapport.

Il a dit que plus de personnes qu'avant tirent l'énergie provenant de sources renouvelables comme la capacité continue de croître et les prix baissent.

La production (PV) solaire ou Photovoltaïque globale et les marchés ont plus que doublés en 2010 par rapport à 2009, grâce à des programmes incitatifs du gouvernement et de la chute continue des prix des modules PV.

Globalement, l'énergie éolienne a ajouté la plupart des nouvelles capacité, suivie par l'hydroélectricité et le solaire photovoltaïque.

Les politiques d'énergie renouvelable continue d'être le principal moteur de la croissance des énergies renouvelables.

Au début de 2011, au moins 119 pays avaient une certaine forme d'objectif politique ou une politique de soutien d'énergie renouvelable au niveau national. C'était plus que double des 55 pays qui avaient étreint l'énergie renouvelable en 2005.

Plus de moitié des 119 pays sont dans le monde en développement.

Au moins 95 pays ont maintenant un certain type de politique de soutien à la production d'énergie renouvelable. De toutes les politiques utilisées par les gouvernements, les tarifs de rachat restent les plus courantes.

L'année dernière, les investissements dans des projets d'énergie renouvelable ont atteint un record de US\$211 milliards, soit environ 30 pour cent de plus que les US\$ 160 milliard investis en 2009, et plus de cinq fois le montant investi en 2004.

La Chine a attiré US\$ 48,5 milliards, plus d'un tiers du total mondial, mais d'autres pays en développement ont également connu des développements majeurs en termes de politiques, d'investissements, les tendances du marché, et la fabrication.

Au-delà de l'Asie, des avancées significatives sont également observées dans de nombreux pays d'Amérique latine, et au moins 20 pays dans le Moyen-Orient, l'Afrique du

Nord et l'Afrique sub-saharienne ont les marchés actives des énergies renouvelables, indique le rapport.

"L'activité accrue d'énergie renouvelable dans les pays en développement soulignée dans le rapport de cette année est très encourageante, puisque la plupart de la croissance future de la demande d'énergie devrait se produire dans les pays en développement," El-Ashry dit.

"De plus en plus de personnes dans le monde ont l'accès aux services énergétiques grâce aux énergies renouvelables, non seulement pour satisfaire leurs besoins fondamentaux, mais aussi pour leur permettre de se développer économiquement."

Énergies renouvelables dans les zones les plus reculées est de s'assurer que plus de personnes dans le monde ont l'accès aux services énergétiques de base, y compris l'éclairage et les communications, la cuisine, le chauffage et le refroidissement, pompage de l'eau, tout en générant de la croissance économique grâce à des services tels que la force motrice. r



Points saillants du rapport:

- La capacité renouvelables représentent désormais environ un quart du production total mondial d'énergie et fournit près de 20 pour cent de l'électricité mondiale.
- Les pays en développement (collectivement) ont plus de la moitié en ressources renouvelables énergétique mondiale.
- La Chine a mené le monde dans l'installation éoliennes et de systèmes solaires thermiques et était le premier producteur hydroélectrique en 2010. Le pays a ajouté environ 29 GW de capacité connectée au réseau renouvelable, pour un total de 252 GW, une augmentation de 13 pour cent par rapport à 2009.
- Les énergies renouvelables ont représenté environ 26 pour cent de la capacité électrique totale installée pour la Chine en 2010, 18 pour cent de la production, et plus que neuf pour cent de l'approvisionnement en énergie finale.
- Les pays en développement, qui représentent désormais plus que la moitié de tous les pays ayant des objectifs politiques et la moitié de tous les pays avec des politiques de soutien renouvelable, jouent un rôle de plus en plus important dans la promotion des énergies renouvelables.

Fonds pour l'énergie pour l'Afrique

LE CONSEIL d'administration de la Banque Africaine de Développement (BAD) a approuvé un accord de coopération technique avec le gouvernement du Danemark pour la création d'un Fonds pour l'Énergie Durable pour l'Afrique (SEFA).

Le fonds serait utilisé pour le renforcement des capacités et des investissements dans les énergies durables sur une période de cinq ans. Le budget pour le fonds est fixé à 300 millions de DKK (environ US\$ 57 millions).

L'objectif de SEFA est de fournir des capitaux techniques de renforcement des capacités et des investissements pour soutenir la fourniture d'énergie durable pour les petites et moyennes entreprises en Afrique.

La proposition de créer un fonds pour l'énergie durable pour l'Afrique démontre un fort engagement du gouvernement du Danemark pour soutenir les pays à travers la banque à relever les défis majeurs de développement dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) d'ici 2015.

Il est prévu que le SEFA devrait finalement devenir un fonds multi-bailleurs, dès que d'autres partenaires conviennent de se joindre.

Southern African Customs Union SACU dit qu'il faut réévaluer les options

LE SUD Union Douanière d'Afrique doit ré-évaluer sa viabilité en tant que l'intégration accord afin de s'aligner avec les développements au niveau mondial et les efforts renouvelés pour une intégration régionale plus poussée au sein de l'Afrique, le Secrétaire Exécutif Tswelopele Moremi a dit.

S'exprimant lors de la conférence régionale de la SACU a tenu récemment en Afrique du Sud, a déclaré Moremi le lancement récent de négociations pour une Zone de Libre Échange tripartite (ZLE)

couvrant 26 pays d'Afrique orientale et australe offre un nouvel élan pour la SACU à se transformer.

"Par conséquent, nous saluons cette occasion de partager nos difficultés avec nos partenaires et intervenants, et nous espérons générer des solutions concrètes aux défis auxquels nous sommes confrontés alors que nous poursuivons une intégration plus profonde dans la région", a-t-elle dit.

"En ce qui concerne l'intégration régionale, nous devons faire face à la question

critique de la SACU positionnement dans le cadre de l'intégration régionale et continentale plus large. Que les efforts s'intensifient pour approfondir l'intégration, nous pensons que l'histoire de la SACU et l'expérience pourrait fournir un apport précieux dans les efforts d'intégration régionale."

SACU comprend l'Afrique du Sud, Botswana, Lesotho, Namibie et Swaziland - qui sont tous membres de la SADC avec le Swaziland a également une membre du COMESA. *Swazi Observer*. r

Le Botswana à mettre en place des zones économiques spéciales

LE DÉVELOPPEMENT des Exportations et Investment l'Autorité d'Investissement du BOTSWANA a été chargée de mettre en place un organe intérimaire pour voir la mise en œuvre de Zones Économiques Spéciales (ZES) dans le pays.

La mise en place de ZES devrait permettre de réduire la paperasserie et d'attirer des investisseurs potentiels. Les secteurs visés pour ces zones spéciales comprennent la fabrication, du tourisme et de la science et la technologie.

Un certain nombre de pays de la SADC comme le Mozambique et l'Afrique du Sud ont déjà de telles zones qui ont contribué à attirer des investissements cruciaux pour stimuler la croissance économique. r

Le Botswana, le Mozambique signent des accords commerciaux

BOTSWANA ET le Mozambique ont signé plusieurs accords officialisant les plans pour investir conjointement dans divers projets qui donneront accès à enclavés Botswana pour l'Océan Indien.

Parmi les projets est un projet de \$7 milliards de port en eau profonde à être établis dans la région de Techobanine Mozambique ainsi que d'une voie ferrée de 1100 km pour relier la région sud du Mozambique au Botswana, en passant par le

Zimbabwe, et un oléoduc entre les deux pays.

Président du Botswana Ian Khama et son homologue mozambicain Armando Guebuza ont signé les accords lors de la visite récente de Khama au Mozambique.

Les deux dirigeants ont également convenu d'accroître la coopération dans la fourniture d'électricité et de carburant pour le Botswana ainsi que la formation des diplomates du Botswana à l'Institut Supérieur

des Relations Internationales du Mozambique (ISRI).

Le Ministre des Transports et des Communications du Mozambique, Paulo Zucula, a été cité comme disant que les installations à créer permettrait au Botswana d'importer plus de cinq millions de mètres cubes de carburant par an via le Mozambique.

Zucula a également noté l'intérêt du Botswana en investissant dans la capacité de production du Barrage Hydroélectrique de Cahora Bassa et le Barrage de Mphanda Nkuwa, comme un moyen de réduire ses besoins en électricité.

"Le port et la ligne ferroviaire permettra également possible de transporter le charbon au Botswana. Il est important de noter que, après la construction du port, le secteur privé seront appelés à construire des conteneurs et des terminaux de carburant, ce qui signifie que l'investissement dépassera 7 milliards de dollars", Zucula a dit.

Il a dit que des études de faisabilité avaient été complétées sur la plupart des projets communs, ajoutant que les travaux commenceront l'année prochaine. r

Alliance bénéficie le tourisme en Afrique australe

L'ASSOCIATION DES service du Tourisme de l'Afrique australe et l'Organisation Régionale du Tourisme en Afrique Australe (RETOSA) ont signé un protocole d'entente pour conjointement d'améliorer les communications commerciales du tourisme dans la région.

En termes de l'accord, les États Membres contribueront contenu éditorial au sujet de leur commerce touristique pour publication dans le magazine Tourism Tattler, qui va devenir Journal de la région commerciale officielle.

"Il est un reflet de la volonté de forger des relations significatives qui permettra d'améliorer la visibilité pour la région parmi les acteurs du tourisme à travers le monde", le directeur exécutif Francis RETOSA Mfune a dit. r

Le Swaziland sécurise renflouement économiques

AFRIQUE DU Sud a accordé un prêt de R2.4 milliards (environ US\$355 millions) au Swaziland voisin, après que le royaume, sur le bord de la faillite, a été rejetée par d'autres prêteurs.

Le prêt sera offerte en trois versements, à partir d'Août, selon un communiqué de l'Afrique du Sud département du Trésor.

Selon les termes du prêt, le Swaziland doit protéger la cheville entre la monnaie locale, le lilangeni, et le rand sud-

africain. Il faut également renforcer les rapports financiers et l'audit des comptes.

Le roi Mswati III a également annoncé que le Swaziland a également obtenu un prêt de 1 milliard de lilangeni (environ US\$ de 137 millions) de l'Union Européenne qui serait utilisé pour le développement des infrastructures, en particulier dans le secteur agricole.

"Nous espérons que l'aide financière que nous avons reçue aideront à atténuer le pays à partir des problèmes financiers", a-t-il dit. r



L'île Maurice s'efforce pour l'égalité des sexes

L'ÎLE MAURICE progresse dans la promotion de l'égalité des sexes comme plus de femmes occupent maintenant des positions supérieures dans les services publics.

Selon le dernier Indicateur Economique et Social (ESI) sur les statistiques des sexes publié par le Bureau Central des Statistiques, le nombre de femmes à des postes élevés a plus que doublé dans les 10 dernières années.

Pourtant, bien que la participation de femmes dans la politique et dans la prise de décision s'augmente, la représentation reste faible dans la région, et des efforts concertés seront nécessaires pour se conformer aux objectifs régionaux et continentaux.

En 2010, il n'y avait que 13 femmes parlementaires sur un total de 69, ce qui représente environ 19 pour cent de tous les législateurs.

Bien que le nombre de femmes candidates à l'Assemblée Nationale Législative a augmenté de près de quatre fois au cours des 20 dernières années, ils ne représentaient que 11 pour cent des candidats à l'élection 2010 de l'Assemblée Nationale Législative.

De même, il y a seulement trois femmes ministres, juste 12 pour cent d'un cabinet de 25 membres.

Elles sont Sheilabai Bappoo, qui est Ministre de la Parité des Sexes, du Développement du Bien-Etre de l'Enfant et de la Famille; Leela Dookun-Luchoomun, Ministre de la Sécurité Sociale, la Solidarité Nationale et la Réforme des Institutions, et Santi Hanoomanjee, qui est Ministre de la Santé et Qualité de Vie.

En 2005, l'Île Maurice avait deux femmes ministres dans un cabinet de 22 membres, représentant neuf pour cent. Ainsi, les récentes nominations ont légèrement augmenté la représentation en Parité de Sexes.

Pourtant, la figure est toujours au-dessous de l'objectif

de la SADC de 50 pour cent de femmes aux postes de décision dans le secteur public et privé en 2015 fixé par le Sommet de la SADC en ligne avec la décision de l'Union Africaine, et l'objectif précédent de 30 pour cent d'ici 2005.

Une autre élection est prévue en Île Maurice avant la fin des objectives régionale et les attentes sont fortes pour que des efforts importants seront déployés pour s'assurer que l'objectif est atteint.

Île Maurice et le Botswana sont les deux seuls États

Membres de la SADC qui sont encore à ajouter des signatures du protocole.

Les Ministres de la SADC chargée à la parité de sexes/ affaires féminines ont récemment

approuvé une feuille de route pour l'opérationnalisation du Protocole afin de permettre une approche systématique de la mise en œuvre aux niveaux régional et national. r



Sheilabai Bappoo



Leela Dookun-Luchoomun



Santi Hanoomanjee

Promouvoir la justice pour tous: Femmes de l'ONU

MALGRE LES progrès mondial dans la promotion d'égalité des sexes, des millions de femmes continuent de subir l'injustice et la violence, un récent rapport de la Femme des Nations Unies a dit

Le rapport - Progrès des Femmes dans le Monde: In Pursuit of Justice - note qu'un total de 139 sur 193 états membres garantissent maintenant l'égalité des sexes dans leurs constitutions.

La région de la SADC est l'un des rares régions au monde qui a fait des efforts considérables dans l'élimination de l'injustice entre les sexes et la violence, et où les droits des femmes et des hommes sont consacrés dans la plupart des constitutions nationales.

Malgré ces réalisations dans l'Afrique australe, les tendances mondiales révèlent que les femmes continuent de subir l'injustice, la violence et l'inégalité dans leurs maisons et leurs lieux de travail.

Afin de garantir que la justice devienne une réalité pour toutes les femmes, les Femmes de l'ONU exhorte les gouvernements à abroger les lois discriminatoires contre les femmes et s'assurer que la législation protège les femmes contre la violence et l'inégalité dans la maison et au travail.

Le rapport affirme que les gouvernements devraient

investir davantage dans les systèmes de justice qui puisse répondre aux besoins des femmes pendant qu'il y a le besoin de mettre les femmes à la barre d'administration de la justice comme la police, judiciaire, législatif et en tant qu'activistes de la société civile.

La plupart des États Membres de la SADC ont mis en place une législation qui interdit la violence domestique. (Voir tableau). Certaines des mesures introduites par la SADC pour enrayer la discrimination et l'injustice entre les sexes comprennent, le rendement du viol conjugal une infraction pénale.

L'Afrique australe a atteint la troisième place en pourcentage plus élevés des femmes en politique au niveau parlementaire, avec 20 pour cent, un chiffre dépassé seulement par les pays Nordiques avec 40,8

pour cent et les Amériques à 21,4 pour cent.

Le Pourcentage moyen de la région de femmes au Parlement est plus élevé que la moyenne mondiale de 18,5 pour cent, la moyenne sub-saharienne de 18,6 pour cent, l'Asie à 18,4 pour cent, le Pacifique, à 15,2 pour cent, et celle des États Arabes (9,1 pour cent) qui est le plus bas.

Dans la région, l'Afrique du Sud a la plus forte représentation proportionnelle des femmes au parlement à 45 pour cent, suivie par le Mozambique à 39,2 pour cent, et l'Angola et la République-Unie de Tanzanie, avec 38,6 pour cent et 36 pour cent, respectivement.

Ces pays ont des systèmes électoraux qui encouragent la participation des femmes, et le minimum de 30 pour cent de représentation est une exigence constitutionnelle en Tanzanie. r

États Membres de la SADC à la législation contre la Violence Familiale mis en place

Botswana	Loi sur la Violence Domestique 2007
Madagascar	Loi pour Réprimer les Violences contre les Femmes 2000
Malawi	Loi de Prévention de la Violence Domestique 2006
Île Maurice	Loi de Protection contre la Violence Domestique 1991
Mozambique	Loi contre la Violence Domestique 2009
Namibie	Loi sur la Lutte contre la Violence Domestique 2003
Afrique du Sud	Loi sur la Violence Domestique 1998
Zimbabwe	Loi de Prévention de la Violence Domestique et Protection des Victimes de la Violence Domestique

Source Une Revue de Quinze Ans sur la Mise en œuvre de la Plateforme d'Action de Beijing en Afrique +15 de 1995 à 2009, la CEA Rapport Principal, Novembre 2009



La Zambie ira aux urnes le 20 Septembre

par Patson Phiri

LA ZAMBIE tiendra les élections générales le 20 Septembre, après la dissolution du Cabinet et l'Assemblée Nationale par le Président Rupiah Banda, à la fin de Juillet, en ligne avec la constitution du pays.

Banda a annoncé dans une émission en direct qu'il avait signé l'Ordre (Élections Générales) (Date du Scrutin) de Déclaration Electorale qui a effectivement dissolu le Cabinet et le Parlement le 28 Juillet 2011.

"En outre, j'ai également signé l'Ordre des Elections du Gouvernement Locales (Date et Heures de Scrutin) ... Cela signifie que les élections locales se tiendront conjointement avec les élections présidentielles et parlementaires", a déclaré le Président Banda. "Je peux maintenant annoncer à la nation que les élections auront lieu le 20 Septembre 2011."

Banda du Mouvement pour la Démocratie Multipartite au pouvoir (MMD) fera face à un grand compétition de leaders de l'opposition Michael Sata du Front Patriotique (PF) et Hakainde Hichilema du Parti Uni pour le Développement National (UPND).

Le MMD a été le premier parti politique à dévoiler ses 150 candidats aux législatives en Juillet, y compris environ 15 femmes.

Les autres parties n'avaient pas encore annoncé leurs candidats pour les élections législatives.

Un total de 709 candidats législatifs ont contestées pour 150 sièges à l'Assemblée Nationale lors des élections de 2006, dont 103 étaient des femmes.

Banda a noté que la Zambie a une fière histoire de la démocratie qui doit être maintenue et a exhorté tous les partis politiques et les candidats

pour le gouvernement local, l'Assemblée Nationale et les Elections présidentielles de se conduire avec intégrité, honneur et l'équité lors des campagnes.

Il a fait appel aux Zambiens à éviter le mensonge, frottis, le banditisme politique et les campagnes négatives.

"Le Code de Conduite Electoral révisé de 2011 énonce très clairement les règles et règlements couvrant la période électorale à venir. Je demande donc instamment à tous les candidats et tous les

organismes visés par le Code d'y adhérer", a-t-il dit.

Les élections tripartites seront les sixièmes sondages présidentiels qui auront lieu en Zambie depuis la réintroduction du multipartisme en 1991 lorsque le parti de la libération du pays, le Parti Uni pour l'Indépendance Nationale (UNIP), a perdu le pouvoir à l'MMD.

Les préparations pour les élections générales sont en bonne voie, avec la Commission Electorale de la Zambie (ECZ)

annonçant qu'elle nécessite plus de 60.000 agents pour mener les votes de cette année.

ECZ directeur de Priscilla Isaac a dit que la Commission a entrepris des activités juridiques et administratives diverses pour s'assurer que les élections se déroulent à la lettre et l'esprit des lois de la terre, et à la satisfaction des parties prenantes.

Les activités comprennent l'inscription des électeurs, un exercice de délimitation, l'examen du Code de Conduite Electoral et de recrutement des agents électoraux.

Le ECZ a déclaré que 1.279.181 nouvelles inscriptions avaient été capturés à la clôture de l'exercice d'enregistrement des électeurs en Mars, résultant dans le nombre total d'électeurs éligibles élevé à 5.223.316.

L'inspection du registre provisoire a clôturée le 12 Juin, après quoi l'on s'attendait le ECZ de consolider et certifier le registre le 31 Juillet.

"La Commission est incapable d'étendre l'exercice cette fois ci en raison du fait que le registre final doit être certifié avant le 31 Juillet 2011, et toute prolongation sera de retarder le processus", a déclaré Isaac.

Ce sera la deuxième fois que le ECZ utilisera un système d'enregistrement des électeurs informatisé introduit en 2006.

Tous les détails des électeurs, y compris les empreintes digitales, sont disponibles électroniquement, ce qui accélère le processus de vérification.

En consultation avec un échantillon d'intervenants, la Commission a entrepris un examen sur le Code de Conduite Electoral en 2010, en vue de le renforcer.

Isaac a déclaré que le code sera traduit en sept langues vernaculaires principales et les distribuer dans les zones rurales. sardc.net



Les Zambiens sont prêts à aller aux sondages, en combinant les élections du gouvernement locale, les élections présidentielles et parlementaires le 20 Septembre 2011.

Botswana opposition forme une coalition

LES TROIS partis d'opposition du Botswana ont convenu de former une coalition qui va contester avec la parti au pouvoir Parti Démocratique du Botswana (BDP) dans les prochaines élections générales qui se tiendront en 2014

Les parties - le Front National du Botswana (BNF), le Parti de la Congrès du Botswana (BCP) et le Mouvement pour la Démocratie au Botswana (DMO) - ont été en discussions pour former une coalition qui contesterait les prochaines élections comme une opposition unie.

BCP leader, Dumelang Saleshando, a annoncé en Juillet que les trois parties étaient en train de nommer le parti parapluie.

"Viens 2014, le BDP sera un parti du passé, car il ne sera plus le fractionnement des voix entre les partis d'opposition», a déclaré Saleshando. "Nous allons tirer nos ressources ensemble pour nous assurer de former le prochain gouvernement."

Le BDP est au pouvoir depuis l'indépendance du Botswana en 1966. Le parti a pris 45 des 57 sièges parlementaires lors des dernières élections en 2009. *Sapa r*



UA salue les efforts de paix de la SADC au Madagascar

LE CONSEIL de la Paix et la Sécurité de l'Union Africaine a félicité la SADC pour ses efforts à faciliter un retour à l'ordre constitutionnel à Madagascar.

Le médiateur de la SADC dans une impasse politique à Madagascar, l'ancien Président du Mozambique Joaquim Chissano, a informé le Conseil sur la situation dans l'Île de l'Océan Indien en Juillet.

Le Conseil, assis à sa 283^{ème} réunion tenue à Addis-Abeba, ont également entendu des présentations par le Commissaire pour la Paix et la Sécurité de l'UA, Ramtane Lamamra et Albert Muchanga, Représentant Permanent de la Zambie auprès de l'UA qui a parlé au nom du Tribunal de la SADC sur la Politique, Défense et Coopération de Sécurité.

Le Conseil a pris note des décisions du Sommet Extraordinaire de la SADC tenue à Sandton, en Afrique du Sud, en Juin à laquelle les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont appelé pour le retour du Madagascar à la normalité constitutionnelle et approuvé, avec des modifications, un guide pour une voie de sortie de la crise politique dans l'Île de l'Océan Indien.

Le dirigeant élu de Madagascar, Marc Ravalomanana, a été évincé par Andry Rajoelina en Mars 2009 dans un coup d'Etat soutenu par l'armée et ses tentatives de retour au pays ont été bloquées par Rajoelina.

Le Conseil de la Paix et Sécurité de l'UA a demandé que le guide soit modifié en conséquence et soit pleinement compatible avec les décisions pertinentes et les instruments de l'UA et la SADC.

"Le Conseil a réitéré sa gratitude au médiateur de la SADC, et l'a encouragé à poursuivre ses efforts pour parvenir à une solution consensuelle et inclusive à la crise au Madagascar dès que possible", le Conseil a déclaré dans un communiqué.

Il a demandé à la Commission de l'UA et le Secrétariat de la SADC à prendre des mesures nécessaires pour établir une présence commune à Madagascar afin de mieux surveiller la situation et faciliter la mise en œuvre de la feuille de route de la SADC.

La SADC a été incapable de convaincre Andry Rajoelina de signer un accord de partage de pouvoir atteint en Août 2009.

Les initiatives de Rajoelina de mettre fin à la crise ont été infructueuses et échoué d'obtenir le soutien national et international. r



Les makis à la queue d'anneau du Madagascar

Zuma a dirigé les efforts de médiation de l'UA pour la Libye

LE PRÉSIDENT sud-africain Jacob Zuma, a conduit les efforts de l'Union Africaine (UA) visant à négocier une solution politique en Libye où les rebelles ont commencé une guerre pour renverser le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi en Février, avec le soutien militaire de l'Organisation du Traité Atlantique du Nord (NATO).

Zuma, avec quatre autres chefs d'état Africains, ont cherché à briser l'impasse entre Kadhafi et les rebelles, qui ont insisté qu'il quitte avant d'accepter n'importe quel accord.

De toute évidence il n'y avait aucune volonté politique pour une solution médiatrice puisque les rebelles avancés sur la capitale avec le soutien aérien et terrestre du NATO, y compris les logistiques et les matériels.

Un journaliste de télévision Britannique a déclaré que les forces spéciales Britanniques aidaient les rebelles dans leur progression rapide, portant le même uniforme et portant les mêmes armes que les forces rebelles.

Afrique du Sud avait accueilli un comité de l'UA Haut-Niveau Ad Hoc à Pretoria le 26 Juin pour discuter l'évolution de la Libye et les prochaines étapes de la mise en œuvre de son mandat tel que défini par la 265^{ème} séance du Conseil de la Paix et la Sécurité de l'UA du 10 Mars 2011.

Le comité ad hoc s'est déclaré préoccupé par la poursuite des combats entre les parties Libyennes et au bombardement aérien du NATO de Tripoli et d'autres villes contrôlées par les forces du gouvernement.

Le Royaume-Uni, la France et les Etats-Unis ont utilisé la Résolution 1973 de l'ONU, qui a imposé une zone d'exclusion aérienne pour la protection des civils, comme un point d'entrée pour l'intervention militaire à grande envergure en Libye pour enlever Kadhafi et son gouvernement.

Beaucoup de dirigeants de l'UA ont publiquement critiqué les agressions de NATO sur le régime de Kadhafi, y compris Zuma qui en Juin a accusé l'alliance d'abuser la résolution de l'ONU pour justifier ses bombardements.

Zuma a averti qu'en poursuivant un changement de régime, le NATO avait égaré loin à l'extérieur de la résolution pour la protection des civils.

La réunion du comité a été assistée par les Présidents Mohamed Ould Abdel Aziz de Mauritanie, qui préside le comité, Yoweri Museveni de l'Ouganda, Amadou Toumani Touré du Mali et Zuma.

Le comité a noté la situation humanitaire catastrophique créée par la guerre, y compris des pertes de vie parmi les civils, les déplacements forcés, des pénuries de produits

de première nécessité, la destruction d'infrastructures civiles essentielles et de l'aggravation des problèmes rencontrés par les travailleurs migrants Africains, y compris la mort en mer et dans le désert des centaines d'entre eux.

Le comité a réitéré la position de l'UA que seule une solution politique serait possible de régler durablement le conflit actuel.

À cet égard, il a réaffirmé que la feuille de route de l'UA est restée une base viable pour un moyen de sortir de la crise.

Le guide, qui a été rejetée par les rebelles qui a insisté pour que Kadhafi doit démissionner ou être retiré, contient cinq éléments:

- la protection des civils et la cessation des hostilités;
- l'assistance humanitaire aux populations touchées, y compris les Libyens et les travailleurs migrants étrangers, en particulier ceux d'Afrique;
- l'initiation d'un dialogue politique entre les parties Libyennes afin de parvenir à un accord sur les modalités pour la fin au crise;
- création et la gestion d'un gouvernement inclusif de transition;
- adoption et mise en œuvre des réformes politiques nécessaires pour répondre aux aspirations du peuple libyen. r

L'AFRIQUE AUJOURD'HUI
SADC AUJOURD'HUI Vol 13 No 5 Août 2011

SADC AUJOURD'HUI est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté de Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des responsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe
SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095, Gaborone, Botswana
Téléphone +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070
Adele: registry@sadc.int Site web: www.sadc.int

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

RÉDACTEUR
Munetsi Madakufamba

COMITE DE RÉDACTION
Kizito Sikuka, Joseph Ngwawi, Eglina Tauya, Leonissah Abwino-Munjoma, Neto Nengomasha, Phyllis Johnson, Agatha Njanike, Patience Ziramba.

CONSEILLER À LA RÉDACTION
Chef de l'Unité de Communications d'Entreprise, SADC
Leefa Penhupifo Martin

TRADUCTION
Thania Muco

SADC AUJOURD'HUI est soutenu par le Ministère Norvégien des Affaires Etrangères, en soutien au Groupe Thématique sur l'Energie de la SADC des Partenaires Internationaux de Coopération, qui est présidé par la Norvège.

© SADC, SARDC, 2011

SADC AUJOURD'HUI accueille les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à www.sardc.net Connaissance pour le Développement, lié à www.sadcint

CONCEPT & MISE EN PAGE
Tonely Ngwenya

PHOTOS & ILLUSTRATIONS
P1, P5 South African Tourism; P1, Herald; P1, 5, 6, 7 SARDC; P2 wikimedia.org, worldpresidents.com; wikipedia.com; P4 Takura Chamuka P6 Peacepark Foundation; P7 Tonely Ngwenya; P14 Lusakatimes; P16 Evening Standard

Abonnez-vous aujourd'hui

SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:

Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)
15 Downie Avenue, Belgravia, Box 5690, Harare, Zimbabwe
Tél: +263 4 791 141/791 143 Fax +2634 791 271
Adele: sadctoday@sardc.net
www.sardc.net Connaissance pour le Développement

Remerciements aux compagnies aériennes suivantes pour leur assistance dans la distribution de SADC aujourd'hui :
Air Botswana, Linhas Aeres de Moçambique, Air Namibia, South African Airways, Air Mauritius, TAAG Angolan Airlines et Air Zimbabwe

SARDC
www.sardc.net
Knowledge for Development

CALENDRIERS DES ÉVÉNEMENTS Août - Octobre 2011

<p>Mois</p> <p>4-5, Afrique du Sud</p> <p>11-18, Angola</p> <p>27-28, Namibie</p> <p>29 Août-2 Sept, Afrique du Sud</p> <p>Septembre</p> <p>5-6, Afrique du Sud</p> <p>8-9, Afrique du Sud</p> <p>19-21, Afrique du Sud</p> <p>19-21, Lesotho</p> <p>19-23, Afrique du Sud</p> <p>23, Lesotho</p> <p>27-28, Afrique du Sud</p> <p>Octobre</p> <p>20, Afrique du Sud</p>	<p>La Conférence de la Renaissance Africaine La conférence examinera les questions liées à la redéfinition et la construction du continent Africain par l'évaluation et le développement de ses propres ressources socio-économiques.</p> <p>Le Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la SADC Les dirigeants de la SADC se réunissent pour discuter des questions visant à promouvoir l'intégration régionale et le développement dans la région. Le Sommet est précédé par des réunions des hauts fonctionnaires et le Conseil des Ministres.</p> <p>SARCOF-15 Le Cinquième Forum du Climat Perspective de la Région de l'Afrique Australe développera un consensus du climat perspective pour Octobre 2011 au Mars 2012 des pluies. Le forum discutera aussi les impacts potentiels du climat perspective saisonnier sur les secteurs socio-économique.</p> <p>37^{ème} Réunion du SAAP La réunion est prévue pour examiner la situation de l'énergie dans la région. Le Pool Énergétique de l'Afrique Australe (SAAP) est le centre de gestion pour 12 services publics d'électricité dans la SADC.</p> <p>Session Ministérielle et la Réunion des Négociateurs Le but de cet atelier est de travailler sur une position révisée de la SADC pour le COP17 alignée avec la position de l'Afrique, ce qui reflète les développements récents et les résultats du Cadre Conventionnel des Nations Unies sur le Changement Climatique (UNFCCC) session du Bonn.</p> <p>SANACTT Le Réseau de l'Afrique Australe pour Accélérer les Investissements dans le Transfert de la Technologie Climatique va organiser un atelier sur son potentiel comme outil/mécanisme pour soutenir le transfert de la technologie climatique en Afrique australe, organise par la Section de l'Energie de l'UNEP.</p> <p>L'Energie Solaire en Afrique La conférence réunira des experts en énergie pour explorer les moyens sur la façon dont l'Afrique pourrait exploiter pleinement son énorme potentiel solaire. L'énergie solaire est considérée comme l'une des formes d'énergie les plus fiables et propre qui ne pollue pas l'environnement par rapport à d'autres formes telles que le charbon.</p> <p>La Réunion des Ministres d'Eau de la SADC La réunion passera en revue les diverses politiques et programmes pour répondre aux défis et possibilités du secteur de l'eau de la SADC.</p> <p>L'Hydro-électricité en Afrique Les experts en énergie se réuniront pour discuter des moyens pour exploiter l'énergie hydroélectrique. L'hydro-électricité est la deuxième source d'électricité en Afrique austral après le charbon.</p> <p>La Conférence de l'Investissement en Infrastructure d'Eau La conférence discutera des possibilités d'investissement d'infrastructure dans le secteur de l'eau ainsi que de proposer des solutions possibles pour améliorer les infrastructures d'eau de la SADC</p> <p>Le Forum de Développement Economique Le Forum 2011 vise à développer une économie régionale dynamique et intégrée tant que base pour la croissance et l'investissement dans la SADC.</p> <p>Le Forum des Affaires Chine-Afrique Le Forum vise à renforcer les relations entre la Chine et l'Afrique. La Chine est désormais le partenaire commercial le plus important en Afrique.</p>
---	---

Se souvenant des forces défensives

DANS UNE nation souveraine, la force défensive joue un rôle important dans la construction nationale qui va au delà de protéger l'espace aérien ou les frontières du pays.

En plus d'assurer un bouclier contre les agressions extérieures, la force défensive agit comme un catalyseur pour la croissance économique et la cohésion sociale dans un pays.

Afin d'honorer le rôle joué par les Forces Défensives Zimbabweennes (ZDF), le pays commémore la Journée des Forces Défensives en Août chaque année.

La ZDF a été créée juste après l'indépendance en 1980 grâce à l'intégration des trois forces belligérantes quand l'Armée Rhodésienne, à cette époque là, a été combiné avec les deux forces de la libération -Armée Nationale de Libération Africaine du Zimbabwe (ZANLA) et l'Armée de la Révolution du Peuple Zimbabween (ZPRA).

Le Premier ministre, Robert Mugabe, à cette époque a déclaré lors de l'indépendance que l'intégration des forces armées du Zimbabweennes serait une grande priorité pour le nouveau gouvernement.

La ZDF a depuis l'indépendance participé à diverses missions afin de protéger la paix en Afrique australe et de restaurer la viabilité économique dans les zones infestées de mines.

Dès 2010, l'armée zimbabweenne avait nettoyée plus de huit kilomètres carrés de mines le long de la frontière avec le Mozambique et à environ 300 km² infestées de mines terrestres le long des frontières du Zimbabwe et la Zambie.

Les régions frontalières Zimbabweenne ont été lourdement minées par les forces Rhodésiens pendant la guerre de la libération des années 1970 pour ralentir la progression des combattants de la liberté traversant dans le pays de la Zambie ou de Mozambique.

Plus de 276 km² infestées de mines terrestres entre les Victoria Falls et la station de pêche Milibizi bordant la Zambie ont été remis aux ministères responsables des travaux publics et du tourisme pour les mettre à un usage productif.

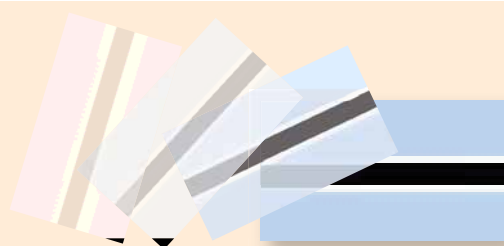
L'Armée Nationale du Zimbabwe et la Force Aérienne du Zimbabwe ont fourni avec succès l'appui terrestre et aérien au Mozambique dans les années 1980 pour protéger le pipeline de carburant à un moment où les rebelles soutenus par l'Afrique du Sud sabotaient les infrastructures.

La ZNA et deux autres pays de la SADC ont fourni un soutien militaire au gouvernement de la République Démocratique du Congo (RDC) pour protéger son territoire et à affronter une invasion transfrontalière en 1998-2003.

La Journée des Forces Défensives est précédée par le Jour des Héros, une autre occasion importante qui célèbre le courage des milliers de jeunes Zimbabweens qui ont sacrifié leur vie en combattant pour l'indépendance du pays.

L'histoire de la lutte du pays est cependant incomplète sans mention de milliers de personnes dans les pays voisins qui se tenait par leurs frères et sœurs du Zimbabwe.

Des milliers des Mozambicains, des Tanzaniens et des Zambiens ont soutenu la lutte pour libérer leur voisin, et des monuments ont été établis dans ces pays pour le souvenir.



Seretse Khama

"Récupérer ce que nous pouvons de notre passé ..."

"ON NOUS a appris, parfois en façon très positive, à mépriser nous-mêmes et notre mode de vie. Nous avons été amenés à croire que nous n'avions pas de passé à parler, pas d'histoire à se vanter. Le passé, autant que nous étions concernés, c'était juste une vierge et rien de plus."

Telles étaient les paroles du Président Fondateur du Botswana Khama Seretse lors d'une cérémonie de graduation à l'Université du Botswana, du Lesotho et du Swaziland, cette époque, en Mai 1970.

Il a plaidé pour les Africains de "récupérer ce que nous pouvons de notre passé", exhortant tous les Etats indépendants d'écrire leur propre livres de d'histoire pour prouver qu'ils ont effectivement un passé qui était tout aussi évident d'écrire et apprendre comme tout autre.

Il a hérité un territoire pauvre de la domination Britannique en 1966, et a laissé un pays plus prospère, avec un rôle significatif dans l'Afrique australe à sa mort en 1980.



JOURS FÉRIÉS DANS LA SADC

Août-Octobre 2011

1 Août	Journée des Parents	RDC
	Journée des Fermiers	Zambie
8 Août	Journée paysanne	Tanzanie
8 Août	Journée des Héros	Zimbabwe
9 Août	Journée des Forces Défensives	Zimbabwe
9 Août	Journée National pour les Femmes	Afrique du Sud
15 Août	Journée de l'Assomption	Madagascar, Ile Maurice, Seychelles
26 Août	Journée des Héros	Namibie
30/31 Août	Eid-El-Fitri*	Tanzanie
	Eid-UI-Fitr*	Ile Maurice
2 Septembre	Journée de Ganesh Chaturthi	Ile Maurice
6 Septembre	Journée de Somhlolo	Swaziland
7 Septembre	Journée de la Victoire	Mozambique
17 Septembre	Journée du Fondateur de la Nation	Angola
	Journée National des Héros	Angola
24 Septembre	Journée de l'Héritage	Afrique du Sud
25Septembre	Journée Forces Armée	Mozambique
30 Septembre	Journée du Botswana	Botswana
1 Octobre	Jour Fériés	Botswana
4 Octobre	Journée de l'Indépendance	Lesotho
4 Octobre	Journée de la Paix et la Réconciliation	Mozambique
14 Octobre	Journée de Mwalimu Nyerere	Tanzanie
15 Octobre	Journée pour la Mère	Malawi
24 Octobre	Journée de l'Indépendance	Zambie
26 Octobre	Divali	Ile Maurice

* Dépend à l'observation de la nouvelle lune